



13/12/2011

PREFET D'EURE ET LOIR

Direction départementale de la cohésion
sociale et de la protection des
populations
Service Environnement Nature
15 place de la République
28019 CHARTRES
Tél. : 02.37.90.37.03
Fax : 02.37.35.18.12
Affaire suivie par Mme Claude SEMAIL

0460820111213apc

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

SOCIETE LOCATION TRANSPORTS GRANULATS

PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES D'EXPLOITATION

MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION ET DE REMISE EN ETAT DE LA CARRIERE D'ORMOY
SITUEE AUX LIEUX-DITS « L'EPINE PERCE BOIS », « LES BOIS DE LA FOLIE » ET « LES COQS » - N°ICPE : 4608

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 512-3, R. 512-28 et R. 512-33 ;

Vu le code minier ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 401 du 25 mars 1999 autorisant la société LES TRANSPORTS GALLAS à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune d'Ormoy ;

Vu la demande de modification des conditions d'exploitation déposée par la société LOCATION TRANSPORTS GRANULATS par courrier non daté reçu le 9 novembre 2009, complétée par courriers des 9 novembre 2009, 5 janvier et 21 février 2011 ;

Vu le dossier de demande de modification susvisé, déclarant que la raison sociale LES TRANSPORTS GALLAS a été modifiée en 2008, et est depuis LOCATION TRANSPORTS GRANULATS - LTG ;

Vu le schéma départemental des carrières d'Eure-et-Loir ;

Vu l'avis du conseil municipal d'Ormoy sur la demande ;

Vu le rapport de calcul de stabilité – rapport ANTEA N° A54768/A de juin 2009 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 1^{er} juillet 2011 ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation spécialisée dite « des carrières » ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite au Président de la société LOCATION TRANSPORTS GRANULATS le 27 octobre 2011 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement, telles qu'elles sont définies par l'arrêté préfectoral susvisé complété des dispositions du présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande de modification des conditions d'exploitation, impliquant une modification de l'état final a recueilli un avis favorable du conseil municipal de la commune d'implantation ;

Considérant que la parcelle cadastrale C385 référencée zone 2 par l'exploitant n'a pas été et ne sera pas exploitée ;

Considérant que les modifications présentées doivent faire l'objet de prescriptions complémentaires en vertu de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement ;

Considérant que le rapport d'expertise susvisé conclut qu'une distance d'éloignement de 35 mètres entre le bord de l'excavation et le dallage béton portant l'éolienne permet d'assurer la stabilité de l'éolienne et que l'exploitant retire une zone qu'il précise se situer dans un rayon de 50 mètres du mât de l'éolienne ;

Considérant que l'exploitant n'utilisera pas d'explosifs pour l'exploitation de la carrière ;

Considérant que la demande de modification des conditions de remise en état n'entraîne pas de modification de nature à changer notablement les éléments du dossier de demande d'autorisation initial ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

Article 1

La société LOCATION TRANSPORTS GRANULATS – LTG - dont le siège social est situé lieu-dit « la Commune » à Villiers le Morhier (28130) autorisée par arrêté préfectoral n°401 du 25 mars 1999 à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex sur le territoire de la commune d'Ormoy doit respecter les dispositions complémentaires suivantes.

Article 2

Le 2^{ème} paragraphe de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 25 mars 1999 est remplacé comme suit :

« L'emprise autorisée couvre une superficie de 40 ha 85 a 58 ca, pour une surface exploitable de 33 ha 61 a 62 ca se répartissant ainsi :

- Zone 1 lieu-dit « L'Epine Perce Bois » : section ZH n°8, 9, 13 pour partie, section C n° 440, 441, 446, 455 pour partie, 456 pour partie, 457 pour partie, 458 pour partie, 459 pour partie, 590, 591, 592, 593 et 614 pour une superficie autorisée de 27 ha 65 a 75 ca ;
- Zone 3 lieu-dit « Les Coqs » : pour parties des parcelles section ZA n°1, section ZK n°7 et n°8, pour une superficie autorisée de 13 ha 19 ca 83 a .»

Article 3

Pour la zone 3, les schémas d'exploitation et le plan de remise en état pour la troisième et quatrième période quinquennale annexés au présent arrêté se substituent aux schémas d'exploitation et au plan de l'état final annexés à l'arrêté préfectoral du 25 mars 1999.

Article 4

Au 2^{ème} paragraphe de l'article 6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 1999, l'alinéa « - de 124 à 139 NGF pour la zone 2 selon la topographie de la zone. » est supprimé.

Le paragraphe suivant est ajouté :

« L'utilisation d'explosifs est strictement interdite. »

Article 5

Le 6^{ème} paragraphe de l'article 6.2.5 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 1999 est remplacé comme suit :

« Elle doit permettre la remise en cultures des surfaces exploitées, après nivellement et régalaie des terres de découvertes, à l'exception de la parcelle cadastrée section C 614 qui sera aménagée en plan d'eau. »

Article 6

Au quatrième paragraphe de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 1999 les deux alinéas relatifs aux montants des garanties financières pour les périodes 10 à 15 ans et 15 à 20 ans sont remplacés comme suit :

« Le montant des garanties financières pour les périodes de 10 à 15 ans et de 15 à 20 ans est fixé comme suit :

Période	S1 (C1 = 15,555 k€/ ha)	S2 (C2 = 36,29 k€/ ha) pour les 5 premiers hectares (C2 = 29,625 k€/ ha) pour les 5 suivants (C2 = 22,220 k€/ ha) au-delà	S3 (C3 = 17,775 k€/ ha)	Total k€ TTC (α = 1,09)
10 à 15 ans	6,46	12,8	1,37	563
15 à 20 ans	4,57	8,9	1,06	422

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui de février 2011 soit 672,0.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée. »

ARTICLE 7 – Application

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification.

Article 8 – Voie et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle cette décision leur a été notifiée ;

2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 9 – Notification

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Copies conformes en seront adressées au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre, au Maire de la commune d'Ormoy et au garant COVEA CAUTION SA sis, 10 boulevard Marie et Alexandre OYON, 72013 Le Mans Cedex 2.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux d'annonces légales du département. Il sera en outre affiché pendant une durée d'un mois à la mairie d'Ormoy. Le Maire dressera procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché par l'exploitant dans son établissement.

Article 10 - Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

En particulier, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'activité, après mise en demeure de constituer ces garanties.

Article 11 – Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire d'Ormoy, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre, l'Inspecteur des Installations Classées et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le 13 décembre 2011

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

POUR COPIE CONFORME



Blaise GOURTAY

Annexes :

1. Plan cadastral – zone 3.
2. Schémas d'exploitation de la zone 3 sur les périodes 10 à 15 ans et 15 à 20 ans.
3. Plan des garanties financières de la zone 3 sur la période 15 à 20 ans.
4. Plan de remise en état de la zone 3 avec coupes.

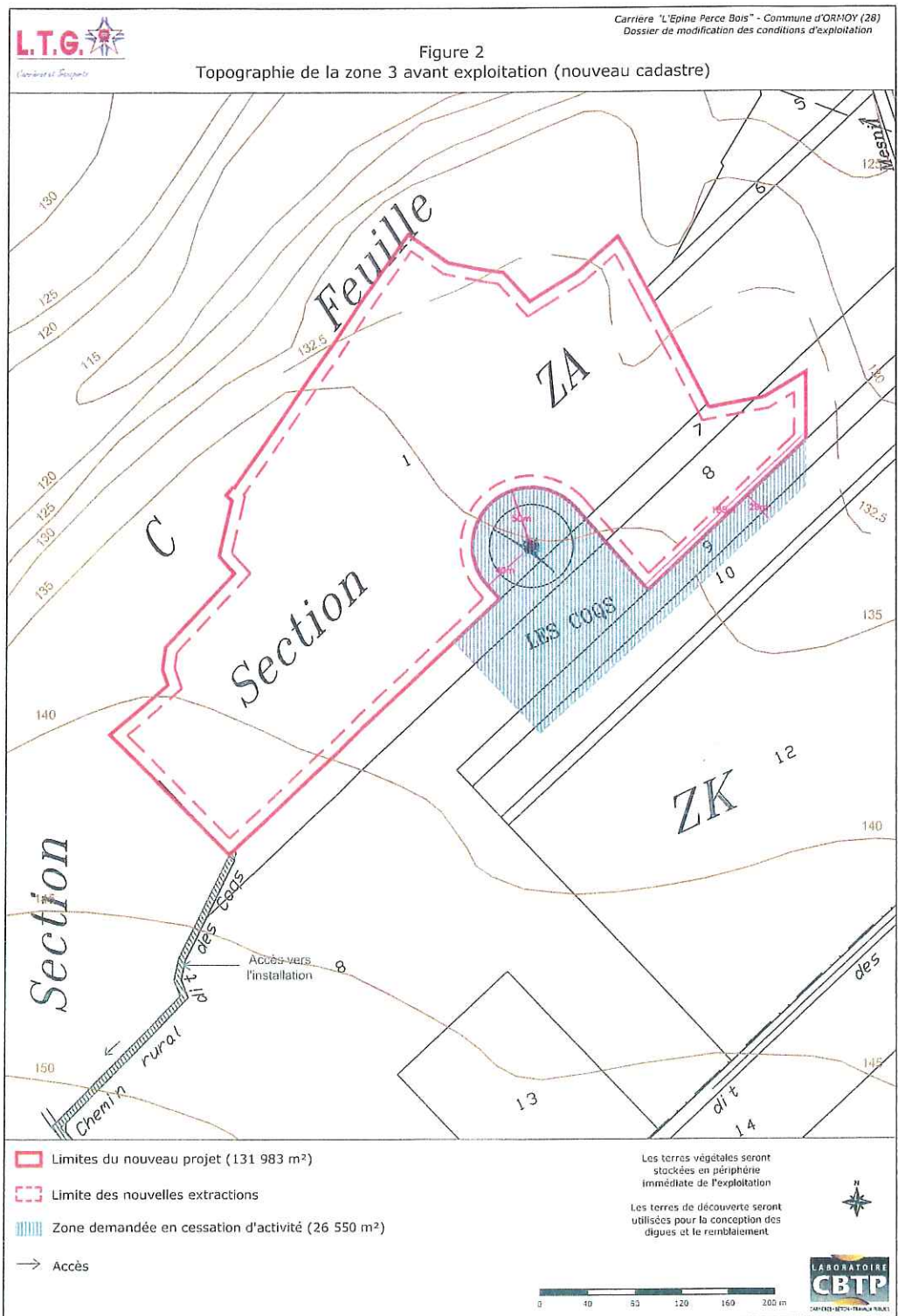
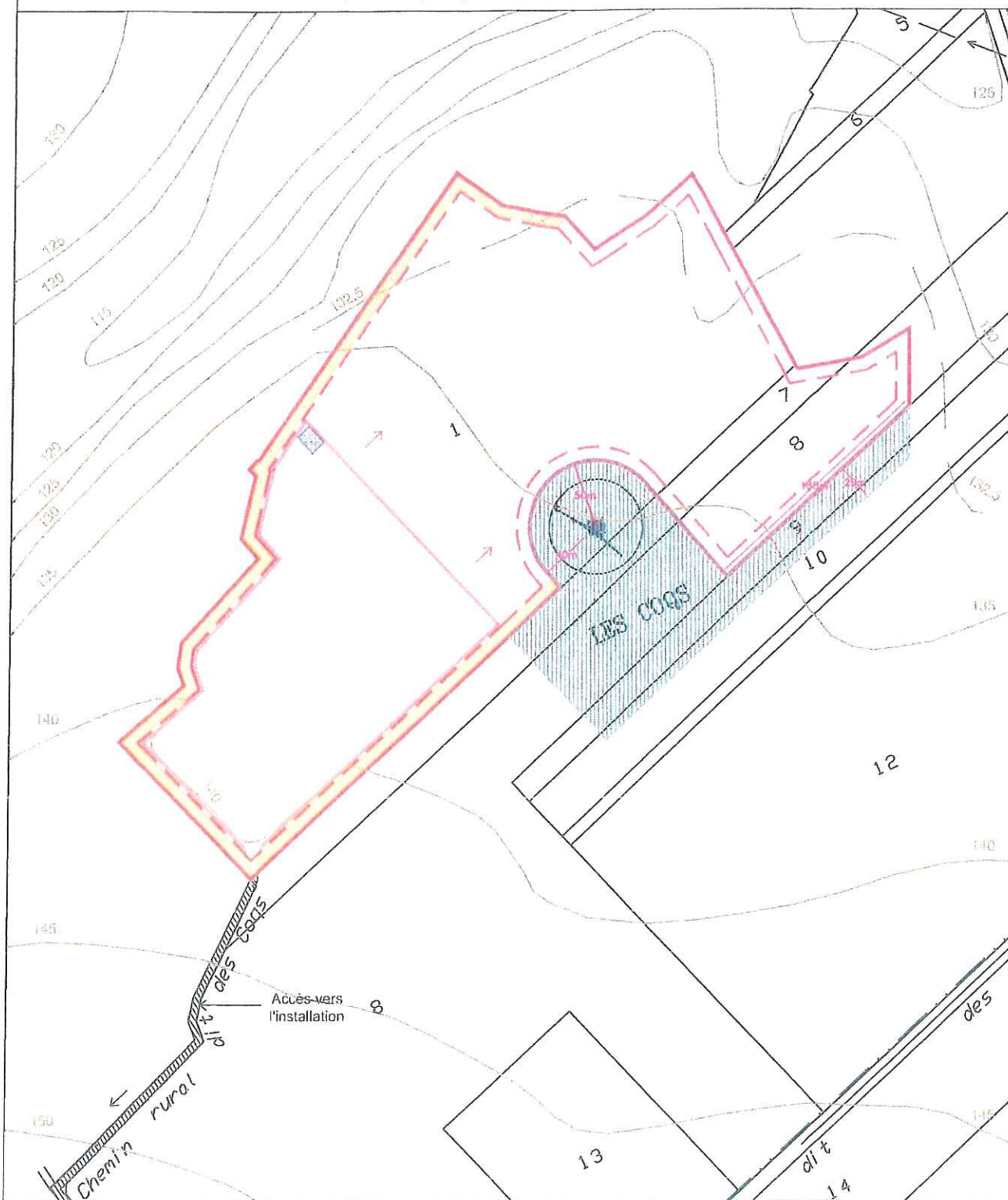


Figure 4
Troisième période quinquennale (nouveau projet) : zone 3



— Limites du nouveau projet (131 983 m²)

- - - Limite des nouvelles extractions

Zone demandée en cessation d'activité (26 550 m²)

Haies, talus, merlons

→ Accès

→ Progression des fronts

Fronts

Bassin de décantation progressant avec les fronts

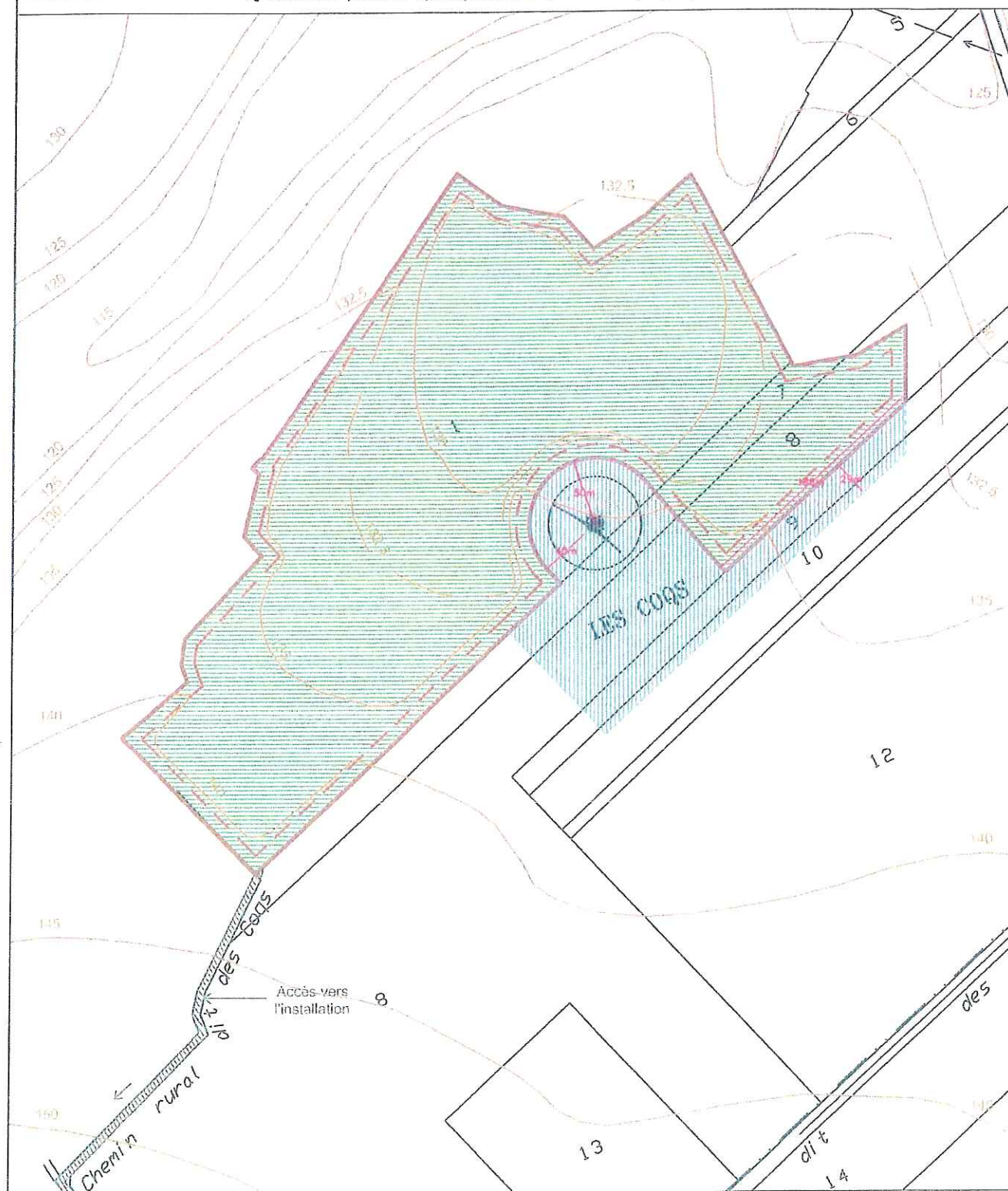
Les terres végétales seront stockées en périphérie immédiate de l'exploitation

Les terres de découverte seront utilisées pour la conception des digues et le remblaiement



0 40 80 120 160 200 m

Figure 5
Quatrième période quinquennale (nouveau projet) : zone 3



- Limites du nouveau projet (131 983 m²)
- Limite des nouvelles extractions
- Zone demandée en cessation d'activité (26 550 m²)
- Zone remise en état
- Accès



Figure 9
Plan des garanties financières pour la phase 4 (zone 3)

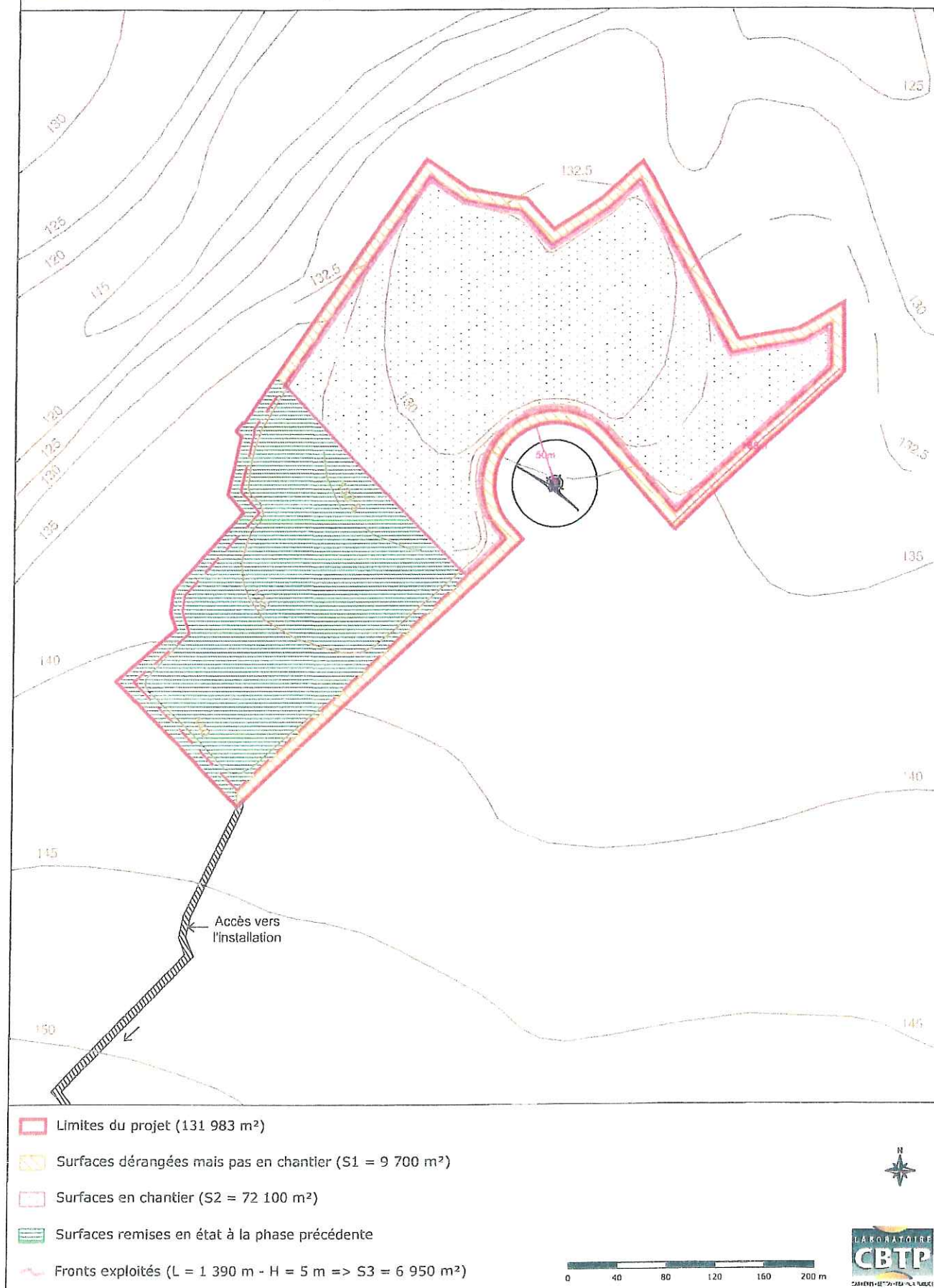
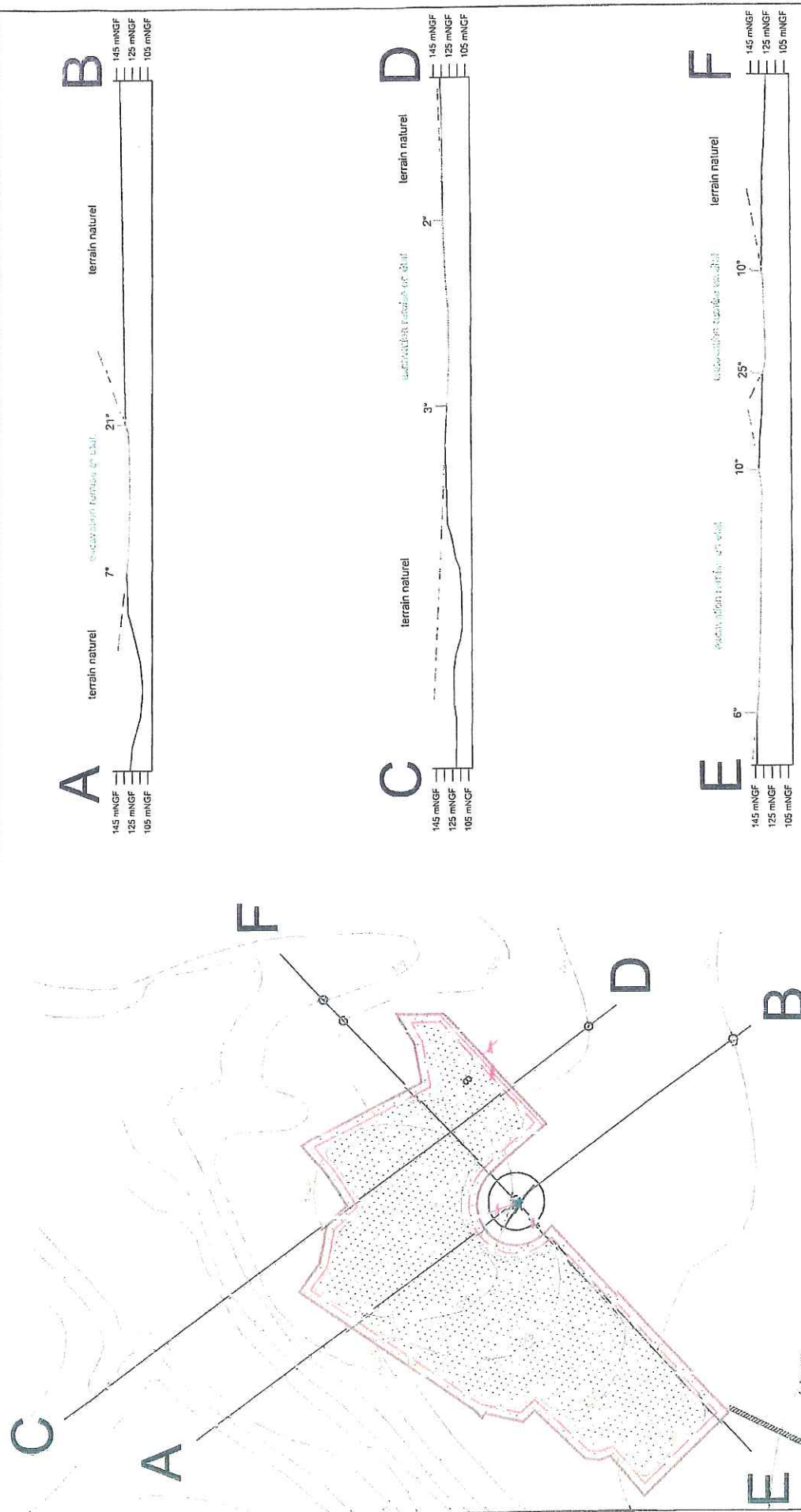


Figure 11
Plan de remise en état avec coupes (nouveau projet) : zone 3



Limites de la nouvelle zone 3 (131 983 m²)

Limite des nouvelles extractions sur la zone 3

Zone remise en état (voir description des opérations dans le chapitre concerné du dossier)



